



Ministère des Relations internationales
Discours

**Notes pour une allocution de la déléguée générale du Québec
à New York
Madame Diane Wilhelmy
prononcée à l'Institut d'administration publique du Québec :
LA PRIORITÉ AMÉRICAINE
à Québec - le jeudi 16 mars 2000**

Mesdames et Messieurs,
Chers amis,

La participation à cette conférence est élevée et je vous remercie de cette marque d'intérêt. Votre présence révèle à quel point les États-Unis constituent une priorité pour la vaste majorité des ministères et organismes de l'administration publique du Québec.

Ma conférence comprend trois parties :

En premier lieu, je mettrai en lumière une évidence. Il s'est passé une chose fort importante à la fin des années 80 : le Québec a fait le choix du libre-échange. Avec ce choix, les États-Unis sont devenus un partenaire sur un ensemble de plans débordant même le seul plan économique.

En second lieu, je vous présenterai une des conséquences du choix du libre-échange, c'est à dire la présence obligée, plus que jamais, du Québec aux États-Unis à travers la Délégation générale du Québec à New York et les autres représentations du Québec à Boston, Chicago Los Angeles et Atlanta, en concertation avec la Direction des États-Unis du ministère des Relations internationales. Étant donné l'importance des États-Unis, comment remplissons-nous notre mandat ?

Dans la troisième partie, je partagerai avec vous quelques réflexions sur les défis que ce choix nous impose comme administrateurs publics. Comment être mieux que jamais au service de notre société pour s'ajuster à la priorité américaine ?

1. Le Québec a fait le choix du libre-échange

Le choix du libre-échange est un choix payant : *Numbers speak for themselves*, disent les Américains, et cela ne fait que commencer. L'intégration économique va s'accroître, et, nous le savons déjà, notre prospérité économique passe en partie par le Sud.

Lorsque le Gouvernement du Québec a fait le choix de la priorité américaine en 1988, il l'a fait avec l'appui de tous les partis politiques. Un nombre grandissant d'Américains savent aujourd'hui que sans l'engagement du Québec l'entente de libre-échange n'aurait jamais vu le jour : rappelons-nous l'opposition de l'Ontario et des deux grands partis fédéraux d'opposition de l'époque.

Québec/États-Unis : Partenaires dans la création d'emplois	
<i>Exportations du Québec aux États-Unis</i>	280 000 emplois québécois
<i>Entreprises québécoises aux États-Unis</i>	63 000 emplois américains
<i>Exportations américaines au Québec</i>	300 000 emplois américains
<i>Entreprises américaines au Québec</i>	100 000 emplois québécois

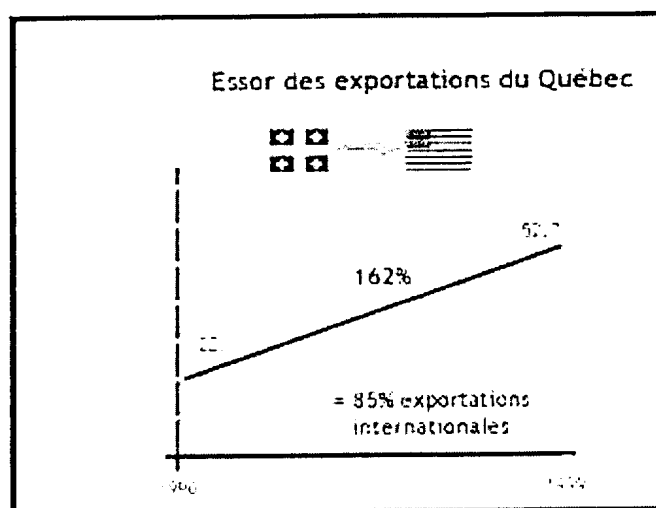
La priorité américaine, c'est aujourd'hui notre pain et notre beurre ; cela représente beaucoup d'emplois, puisque depuis 1988, on estime à 280,000 le nombre d'emplois nouveaux liés aux exportations, ce qui représente la moitié des nouveaux emplois.

Lors d'une mission qu'il effectuait à New York, en avril dernier, le Premier ministre, Monsieur Lucien Bouchard, a étonné son auditoire américain en leur révélant le grand nombre de produits québécois qu'un new-yorkais moyen utilisait quotidiennement. Le Premier ministre leur a fait une liste que j'ai d'ailleurs mise à jour :

- Dans la seule ville de New York, un complet sur cinq est confectionné au Québec;
- Le Québec exporte pour près de deux milliards de dollars de pièces d'ordinateur par année dans le seul État de New York ;
- 60 % des effets spéciaux des films hollywoodiens sont concoctés avec de l'équipement et des logiciels québécois. Pensons aux fameux dinosaures de *Jurassic Park* et à d'autres personnages que vos enfants connaissent fort bien ;
- Le papier sur lequel sont imprimés notamment le *Wall Street Journal*, le *Daily News* et le *New York Times* est québécois ;
- Le futur train grande vitesse qui roulera sous peu sur le corridor Boston -

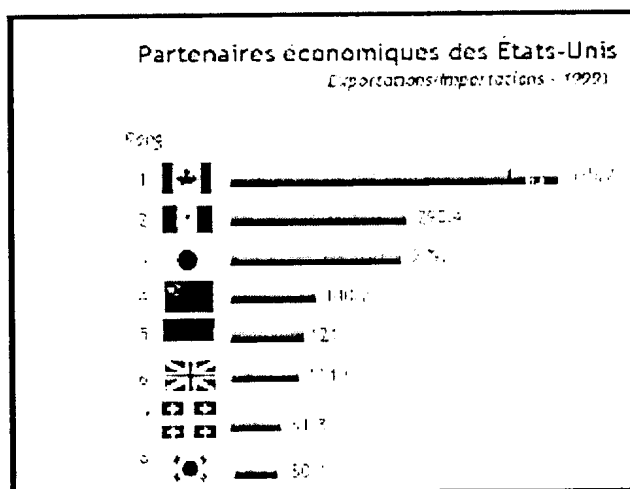
New York - Washington est l'œuvre du consortium franco-québécois Bombardier-Alsthom ;

- Le tiers des wagons du gigantesque réseau du métro new-yorkais ont été construits par Bombardier ;
- Les nouveaux écrans géants courbes qui illuminent *Times Square* sont le produit d'une technologie révolutionnaire de la société montréalaise SACO ;
- Des 292 avions fabriqués l'an dernier par Bombardier, plus de 60 % étaient destinés au marché américain ;



S'il y a encore des sceptiques qui croient que l'Accord de libre-échange a peu changé le cours des choses, dites-leur que nos exportations vers les États-Unis atteignent 52,7 milliards en 1999. Elles ont connu une augmentation nette de 162% entre 1990 et 1999.

Pour l'année 1999 uniquement, elles représentent 85% de toutes nos exportations internationales.

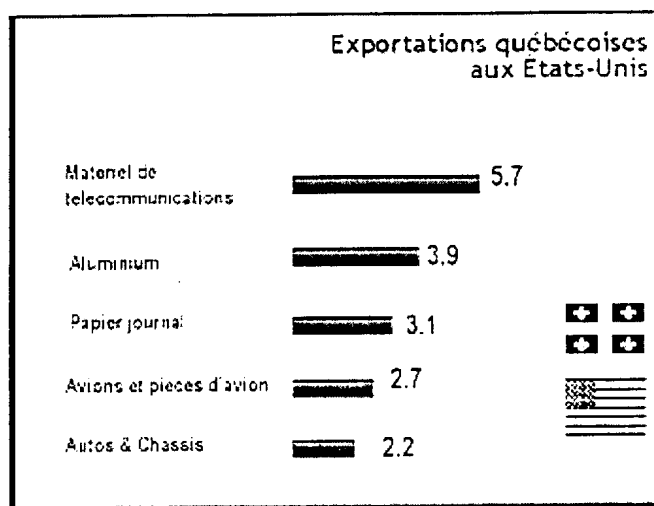


Le Québec, considéré séparément, est le 7^e partenaire économique des États-Unis pour 1999, après le reste du Canada, le Mexique et le Japon, mais avant des pays comme la Corée, la France et Singapour.

Que dire maintenant de l'importance de la statistique qui suit :

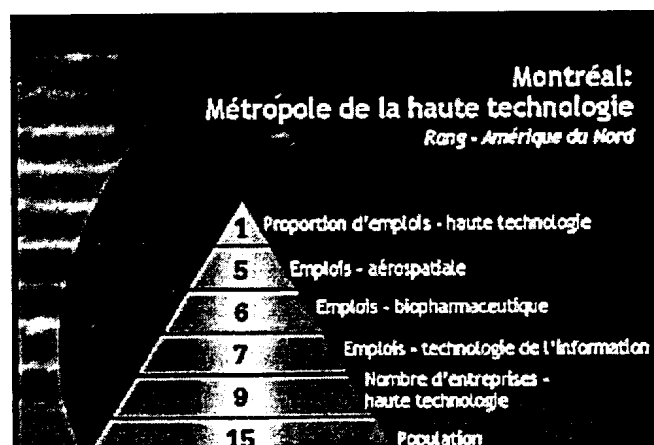
55% du PIB est exporté à l'extérieur des frontières du Québec.

Bien sûr, les exportations québécoises aux États-Unis comprennent encore, pour une bonne part, des éléments traditionnels comme le papier journal, l'aluminium, l'électricité. Mais, outre le fait que ces secteurs ont eux-mêmes connu une évolution technologique non négligeable au cours des dernières années, on doit souligner la place toujours croissante de la nouvelle économie.



Dans l'ordre de nos exportations aux États-Unis, on retrouve désormais : (1) matériel de télécommunications, (2) aluminium, (3) papier journal , (4) avions et pièces d'avions, (5) autos et châssis.

Regardez maintenant ce tableau – très stimulant – que le Premier ministre présente lors de ses missions aux États-Unis.





Montréal occupe, en Amérique du Nord:

- le 15^e rang pour la population ;
- le 9^e pour le nombre d'entreprises en haute technologie ;
- le 7^e pour les emplois en technologie de l'information ;
- le 6^e pour les emplois en biopharmaceutique ;
- le 5^e pour les emplois en aérospatiale ;
- le 1^{er} pour la proportion d'emplois en haute technologie;

Jetons maintenant un coup d'œil du côté culturel. Le dynamisme exportateur de la culture québécoise aux États-Unis est en effet reconnu, et cela s'observe dans le domaine des arts de la scène, et plus particulièrement dans le théâtre d'avant-garde et le théâtre jeunesse, dans la danse contemporaine, la musique et les arts du cirque. Cette vitalité culturelle touche aussi des créneaux plus difficiles à pénétrer, en raison de la nature du marché, comme les arts visuels, le cinéma et la muséologie.

Céline Dion, Robert Lepage, l'OSM jouissent de l'estime du public américain.

Et que dire également de la méga-entreprise qu'est devenu le Cirque du Soleil. Ces "*Quirky Quebecois*" (ingénieux, à la limite, un peu sautés) comme le titrait le magazine très branché *Variety*, sont en train de changer les règles du jeu en matière de spectacle. Il s'agit là de la meilleure illustration de cet esprit créateur, ingénieux et innovateur qui caractérise la société québécoise.

Dans le domaine de la recherche scientifique, le Québec est ouvert sur le monde : 44% des publications en Sciences et Génie sont produites en collaboration internationale dont plus de 6000 publications avec les États-Unis.

Conclusion Partie I

Nous avons fait le choix du libre-échange,
notre priorité, c'est les États-Unis.

2. Impact du choix du libre-échange sur la délégation générale du Québec à New York

Les conséquences de l'état de situation que je viens de mettre en lumière

sont considérables et nous avons intérêt à développer une relation de confiance durable avec nos voisins américains. C'est bien sûr à cela que nous travaillons à la DGQNY.

Étant une diplomate depuis peu, j'ai été frappée, lors de mon arrivée aux États-Unis, par la force de certains changements fulgurants qui ont modifié les tâches confiées aux représentants que les gouvernements et les entreprises privées affectent à l'étranger.

Démocratisation et désinstitutionnalisation de l'action internationale

Le premier : la **mondialisation** avec les trois **mobilités** que l'on connaît, soit la mobilité des capitaux, celle des biens et celle des personnes.

En ce qui concerne les États-Unis, si proches de nous, la mobilité des personnes est une réalité de tous les jours : des milliers de Québécois qu'ils soient cadres, professionnels, journalistes, scientifiques, artistes se déplacent à chaque semaine pour y travailler.

Le deuxième : **l'explosion des télécommunications**

Vous souvenez-vous de l'époque où nous travaillions avec le télex ! Il y a longtemps, pensez-vous ? Que de chemin parcouru depuis lors, de l'interurbain à prix compétitif au télécopieur, jusqu'aux vertus de l'Internet qui allie instantanéité, proximité, volume. Avant-hier, à l'heure où le ministre des Finances lisait son discours du budget à l'Assemblée nationale, il était lu en même temps par les analystes de *Wall Street* devant leurs écrans.

Le troisième : **l'engagement de la société civile**

Aujourd'hui plus que jamais, l'action internationale, les échanges internationaux ne sont pas, ne sont plus l'apanage des diplomates, des ministères, des agences gouvernementales ou même des grandes entreprises. Comme on l'a vu lors d'une rencontre récente à Montréal sur ce thème, et comme les mésaventures de l'Organisation mondiale du commerce l'ont démontré à Seattle en décembre, une société civile internationale commence à faire valoir ses droits et à demander voix au chapitre.

Le quatrième : **le politique au service des acteurs privés**

Ouvrez le magazine *The Economist*, ou le cahier des affaires d'un grand quotidien et qu'y voyez-vous : la nouvelle formule de promotion d'un pays, d'un État, d'une région, d'une ville à l'étranger. La formule change peu d'un continent à l'autre : un groupe de gens d'affaires, d'universitaires, de lobbyistes, appuyés par des élus, très souvent par le Chef du gouvernement lui-même. Qu'on les appelle Mission Québec, *Team Canada*, *Team New Jersey*, ces nouvelles équipes révèlent des transformations profondes dans nos façons d'agir à l'extérieur de nos frontières.

Conséquences de ces changements sur le territoire américain :

Les conséquences de ces changements sont énormes : les actions sont de plus en plus effectuées par les acteurs économiques, scientifiques, culturels qui ont développé des relations bilatérales avec leurs homologues américains caractérisés par un haut niveau de maturité.

Avons-nous encore besoin d'une délégation générale dans ce contexte, vous demandez-vous peut-être ?

Je réponds : Oui, plus que jamais.

- Parce que la compétition est féroce et que nous ne pouvons nous asseoir sur nos lauriers. Avec les fluctuations des monnaies, l'arrivée de nouveaux joueurs privés et publics, il faut se battre quotidiennement pour nos parts de marché.
- Parce qu'il faut se préoccuper de la perception que les Américains ont de nous. Malheureusement, notre image ne relève qu'en partie de nous. Une proportion significative est façonnée par des influences externes.

Pas étonnant que notre rôle soit centré sur deux actions déterminantes :

1^{ère} Traiter l'information sur mesure

La valeur ajoutée par le traitement de l'information brute constitue une des clefs de la compétitivité dans une économie mondialisée. Nos interlocuteurs recueillent sur les réseaux électroniques l'information brute qu'ils recherchent ; à nous de l'analyser, de la mettre en contexte et d'établir la comparaison avec d'autres situations similaires. Cet élément comparatif est d'autant plus stratégique que nos entreprises sont en concurrence avec des centaines d'autres.

Nous avons donc un immense besoin de l'appui des ministères et organismes, ainsi que des universités, pour l'analyse fine des données en fonction de demandeurs exigeants : il nous faut exceller dans l'avenir par des produits "sur mesure".

2^e Travailler sur l'humain

Que faisons-nous d'essentiel dans une ville comme New York où des émissaires du monde entier viennent vendre leurs produits, promouvoir leur pays ?

Nous faisons quelque chose de très simple : nous travaillons sur l'humain, et nous y travaillons face à face, entre "4 yeux" comme

on dit. Nous y travaillons depuis 60 ans, de façon durable et sans discontinuité. Nous y avons ainsi constitué des réseaux solides de contacts et d'amis.

C'est l'humain qui décide. Lorsque l'on dit une chose aussi évidente et triviale, on soulève un aspect central de la prise de la décision : les facteurs de confiance mutuelle et de complicité sont intrinsèques à toute décision.

Dans tous les domaines, économique, financier, politique ou culturel, les décisions se prennent sur les faits, les chiffres (facteurs de rentabilité, qualité de la main-d'œuvre, fiscalité) : réjouissons-nous du fait que nous améliorons sans cesse notre position relative à cet égard (ex. Étude KPMG). Mais, il reste toujours un pourcentage lié à la passion, à l'engagement, à la surprise et au risque. C'est ici que joue la chimie qui s'opère entre les personnes et que se situe le véritable travail de persuasion.

C'est ce travail de persuasion que nous a indiqué le rapport Levitt lors du Sommet sur l'Économie et l'Emploi, rapport qui a recommandé l'élaboration d'une stratégie de marketing menée en partenariat avec le secteur privé – pour travailler sur les clientèles de décideurs – et ce, en priorité aux États-Unis. Travail de relations humaines, de réseautage, défi d'affaires publiques.

Il s'agit d'expliquer notre spécificité, d'amener les décideurs américains à cliquer : afin qu'ils voient, derrière le Cirque du Soleil, qu'ils adorent, derrière les wagons de Bombardier, qu'ils trouvent performants et sécuritaires, la société d'où émergent des diplômés d'écoles secondaires, de cégeps et d'universités, et la technologie qui sous-tendent ces produits haut de gamme. Qu'ils comprennent que ces produits ne peuvent émerger d'une société tournée sur elle-même, obnubilée par son passé, réfractaire au changement mais plutôt d'une société moderne, ouverte au monde et technologiquement avancée. Qu'ils découvrent au surplus une société, forte de ses valeurs et, néanmoins, nord-américaine – géographie oblige – qui met au profit de ses citoyens et citoyennes son génie créateur sans renoncer à sa spécificité de langue et de culture.

Voici deux exemples de travail de ce type de marketing :

- Le Ministre des Finances a déposé son budget avant hier. Que fait M. Bernard Landry la semaine prochaine ? Il vient aux États-Unis l'expliquer aux grandes institutions financières américaines. Il vient donc travailler sur l'humain, même si le discours est sur la toile.
- La Ministre des Relations internationales, Madame Louise Beaudoin, a participé, en février dernier, à Pittsburg à l'assemblée annuelle de l'*Association for Canadian Studies in the United States*, dont 500 professeurs sont membres, et a prononcé une conférence à l'Université Harvard devant un auditoire d'universitaires influents. Par ce contact

direct, elle travaille sur l'humain.

Je rappellerai ici une évidence : New York n'est pas seulement une grande métropole. C'est aussi un centre névralgique mondial qui, s'il oblige au dépassement sait aussi reconnaître le talent. Mégapole financière et ville au brassage culturel universel, New York est un lieu de communication incontournable. La DGQNY a la chance inouïe d'avoir une adresse plantée au cœur de Manhattan, au centre même de cette place mondiale. Quel meilleur endroit pour y consacrer des efforts à la promotion d'un Québec moderne et dynamique. Notre message s'adresse autant à New York qu'à l'ensemble de l'Amérique et utilise comme véhicules – au pluriel j'ajouterais—tout ce qui s'inscrit à l'enseigne de l'excellence du *made in Québec*.

La DGQNY, microcosme du gouvernement

Une délégation, c'est un microcosme du gouvernement. Vous savez déjà que les principaux ministères qui font des affaires à l'étranger, soit le MIC, le MCC, le MRCI et le MAPAQ, sont logés au sein des délégations et la synergie entre chacun des secteurs représentés constitue une des forces des délégations.

Vous savez de plus qu'une délégation, peu importe où elle est située dans le monde, consacre beaucoup d'énergie à prolonger à l'étranger les grandes priorités du gouvernement : au sens le plus large quant aux enjeux sociaux, politiques, économiques et culturels et aussi de façon ciblée lorsqu'il s'agit de dossiers horizontaux comme le soutien à la Francophonie. Nous intégrons donc naturellement ces priorités dans notre quotidien.

Quant aux grands chantiers qui mobilisent la DGQNY, ils sont nécessairement le miroir des priorités gouvernementales. Les voici, regroupées sous 8 catégories :

1. La promotion commerciale et économique qui permet d'accroître les exportations du Québec, par exemple dans les domaines de l'alimentation, des technologies de l'information, du matériel de transport et de la mode, d'attirer de nouveaux investissements, et de promouvoir des alliances stratégiques et commerciales.
2. Le soutien au développement scientifique et technologique, notamment en encourageant les interactions entre universitaires, industriels et commerciaux. La coopération dans le domaine de la biotechnologie fait partie des priorités du gouvernement et a constitué un thème important lors des missions du Premier ministre, Monsieur Bouchard, à New York et de la ministre Mme Beaudoin, au New Jersey. Ce sera de plus le thème central de la prochaine mission du ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie, le Dr Jean Rochon.
3. Le développement de marchés dans le domaine de la culture, le rayonnement de la culture de même que le rôle de relais que joue le

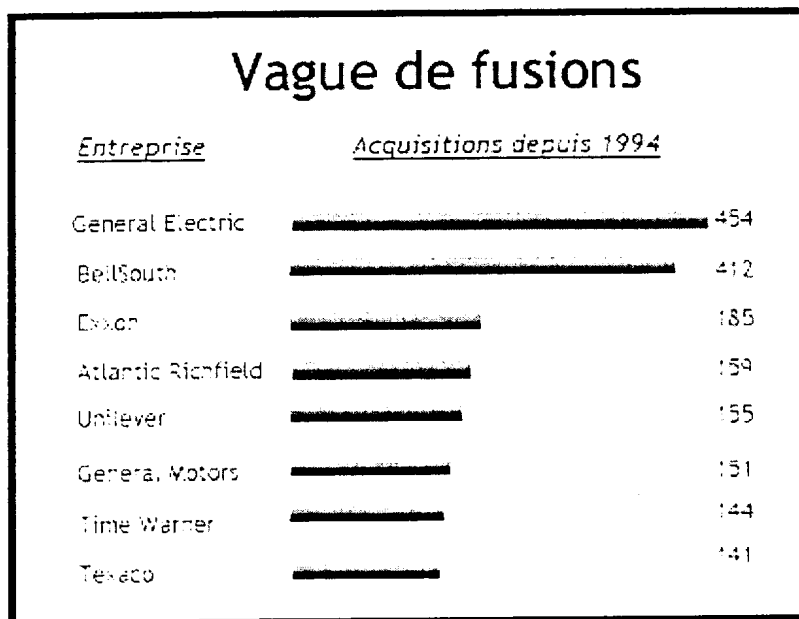
service culturel entre l'offre québécoise et la demande new-yorkaise s'exprime par les organisations appelées "*presenters*". La promotion de la diversité culturelle intéresse au premier chef la délégation. Vous savez l'importance que le Québec attache à la défense de sa spécificité. Le gouvernement a fait connaître sa position en ce domaine et la DGQNY suit de près l'évolution de la réflexion américaine sur cette question. Car je m'empresse de préciser qu'il est des organismes de réflexion et un réseau de 28 grandes universités aux États-Unis – ils sont nombreux et nous en découvrons d'autres à chaque semaine – qui se penchent sur des thèmes reliés à la diversité tels 'culture et mondialisation' 'culture et technologies modernes'... Ils ne partagent pas nécessairement nos points de vue, mais sachez qu'ils sont à l'écoute et qu'ils sollicitent notre participation.

4. Le partenariat avec les États américains à travers des instances de concertation politique et gouvernementale : je donnerai à titre d'exemple la participation du Premier ministre du Québec à la Conférence des Gouverneurs de Nouvelle-Angleterre et des Premiers ministres du Québec et de l'Est du Canada.
5. Les activités de veille auprès des think tanks américains qui exercent une influence certaine sur l'élaboration des politiques américaines et sur les questions d'ordre stratégique. Tant l'*Americas Society* à New York que le *Woodrow Wilson Institute* et le CSIS à Washington organisent à chaque année une série de rencontres réunissant des leaders des communautés économiques, universitaires et politiques pour réfléchir aux grands enjeux de l'heure qui interpellent les États-Unis.
6. Le partenariat avec les universités, notamment dans les domaines que je viens d'énumérer, mais aussi, et j'insiste, avec les associations d'universitaires, ces agents multiplicateurs qui s'intéressent aux études québécoises et canadiennes. Plusieurs centaines de professeurs américains, de niveau universitaire, qui dispensent des cours sur le Québec et le Canada, sont actifs au sein de deux associations: *Association for Canadian Studies in the United States* (ACSUS) et l'*American Council on Québec Studies* (ACQS) qui comprend 350 membres et qui se réunira en octobre à Montréal.
7. La promotion de l'immigration francophone, notamment auprès de ressortissants étrangers en séjour temporaire aux États-Unis.
8. Les relations avec les médias, secteur au cœur de la révolution de l'information pour lequel une approche plus stratégique que jamais s'impose. Il faut suivre ce qui s'écrit et ce qui se dit sur le Québec en conjuguant repérage électronique et analyse. L'action de la DGQNY en la matière s'inscrit à l'intérieur d'une démarche planifiée d'affaires publiques par le ministère des Relations internationales.

Vous aurez deviné que la fonction de veille et d'observation pour "apprendre" des Américains est assumée par l'ensemble des membres de l'équipe de la Délégation afin d'en tirer les leçons de leur succès, mais aussi afin de voir à nos intérêts.

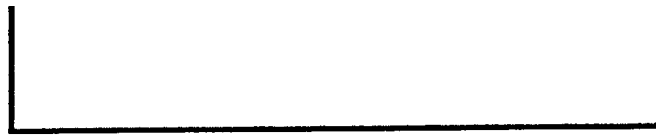
Vous n'avez qu'à penser à ce qui suit :

- Les États-Unis vivent la plus longue période de croissance depuis l'après-guerre; un taux de chômage national tout juste au-dessus de 4 % (4,2%) ;
- Une fabuleuse poussée du marché boursier NASDAQ axé sur les nouvelles technologies ;



- Une vague de fusions/d'acquisitions sans précédent. Depuis 1994, les 50 plus grandes compagnies américaines ont effectué plus de 4 000 acquisitions. *Bell South*, cie de télécommunication, a acquis, à elle seule, 400 entreprises au cours de cette période ; pour Time Warner, le nombre d'acquisitions a atteint 144, avant d'être elle-même acquise, vous le savez, par AOL.

Commerce électronique		
	<u>Foyers branchés</u>	<u>Achats sur Internet</u>
1999	13 millions	20 milliards \$US
2001	50 millions	184 milliards \$US



- Le commerce électronique est bien en place aux États-Unis : l'an dernier 13 millions de foyers ont dépensé 20 milliards \$ en achat sur Internet ; en 2004 on prévoit que 50 millions de foyers dépenseront 184 milliards \$. En ouvrant le NY Times on est frappé par le nombre de pages de publicité concernant les entreprises que l'on nomme maintenant les Dot Com.
- La valeur en bourse de Yahoo, 34 milliards \$ est identique à celle de Boeing à la différence que la première compte 700 employés et la seconde... 230 000.

Bulle financière, mirage de la croissance, je ne crois pas. Nous vivons un tournant de siècle fascinant par sa puissance technologique. Ce réel empire moderne que sont les États-Unis ne doit pas nous effrayer mais plutôt nous inspirer. Notre choix libre-échangiste fait que nous ne sommes plus seulement leur voisin mais aussi leur partenaire ; nous nous devons de comprendre leurs politiques et leurs enjeux sociaux et économiques car ils nous concernent au premier plan.

En conclusion de cette présentation des priorités de la Délégation à New York, vous aurez compris ce raisonnement simple : notre priorité étant les États-Unis, nous avons l'obligation de travailler sur les décideurs importants et sur la perception qu'ils ont de nous.

3. Les conséquences du libre-échange sur l'administration publique québécoise

J'ai déjà indiqué qu'une délégation c'est un peu un microcosme du gouvernement. J'aurais pu aussi dire que c'est un membre de la famille qui vit à l'étranger mais qui représente la famille et dont le centre est le ministère des Relations internationales, le MRI, ici même à Québec.

Vous le savez déjà, le MRI, après l'avoir recommandé, met en œuvre le choix du gouvernement quant à la priorité américaine. Cela s'est traduit par des décisions très importantes dans le cadre des priorités du gouvernement :

- les trois tournées de Mission Québec avec le Premier ministre Bouchard au cours des deux dernières années (quatre villes de l'Est et du Centre, New York, Californie);
- les missions du Vice-premier ministre Bernard Landry ;
- les missions de la ministre des Relations internationales Louise Beaudoin à New York et au New Jersey, en Californie et à Boston;

- plusieurs missions ministérielles ;
- le renforcement du réseau du MRI aux États-Unis:
- la réouverture de la Délégation de Boston ;
- l'extension prochaine du Bureau de Chicago ;
- le rétablissement du niveau des ressources à la Délégation générale de New York ;
- le programme majeur d'affaires publiques en 2001 à New York ;
- les activités spéciales reliées à la Décennie des Amériques et au Sommet des Amériques qui se tiendra à Québec en 2001.

Mais peut-être pensez-vous qu'au même titre que je soulevais la question de la pertinence des actions d'une délégation à New York, la question pourrait se poser quant à la pertinence des activités d'un ministère dédié aux relations internationales, lorsque l'on ajoute aux changements mentionnés précédemment une autre tendance lourde ?

Je réfère à la "maturation" des actions internationales de l'ensemble des ministères et organismes et à leur pertinence. En effet, les actions internationales de ces derniers, incluant notamment les universités, sont en forte croissance. Pensons à ceux pour lesquels les relations avec les États-Unis sont une affaire quotidienne : le MIC, le MRN, Hydro-Québec, Investissement-Québec, la SGF.

Un ministère des Relations internationales est-il toujours pertinent ?

Ma réponse ? Oui, plus que jamais.

Parce que l'univers de vive concurrence dans lequel nous créons notre richesse et nos emplois comporte des exigences nouvelles et que pour y répondre de façon optimale, il faut travailler en réseau, avec un plan de match convenu entre nous. Choisir la formule réseau, c'est opter pour un animateur, opter pour un coordonnateur.

Revenons aux exigences :

- Être stratège
Savoir choisir les pays et les villes où la présence de représentants gouvernementaux peut faire la différence ;
- Être rapide

Tant pour la diffusion d'informations essentielles à la décision que pour leur traitement; la vitesse de transmission de l'information est devenue en soi un facteur de compétitivité ;

- Être cohérent et fiable

Les données sur le Québec doivent être exactes et vérifiables (banque de données Horace). Si les représentations du Québec – où qu'elles soient – se doivent de refléter les priorités gouvernementales, il importe que les échanges, concernant l'action du Québec à l'étranger et nos intérêts, soient constants entre les différents ministères et le MRI et qu'ils permettent de valider ce à quoi nous travaillons ensemble, tant au Québec qu'à travers le réseau des délégations, notre point de passage commun étant le MRI.

- Être plus transparent entre nous et échanger plus d'informations sur nos activités et nos intérêts ;
- Être conscient de notre taille

L'avantage comparatif que procure une petite taille si l'on fonctionne en réseau.

Parce que les bénéfices que nous retirerons de fonctionner en synergie, au sein de l'administration publique, ouvriront un nombre étonnant d'occasions d'affaires à nos entrepreneurs, nos scientifiques, nos artistes. C'est la seule façon de bâtir des espaces solides dans l'environnement volatile du libre-échange. C'est au surplus ouvrir la possibilité pour nos gagnants aux États-Unis d'aider ceux qui démarrent : appelons cela le retour généreux de l'ascenseur.

Parce que les gouvernements de tous les pays de l'OCDE conservent un rôle majeur de coordination et de promotion de leurs intérêts nationaux même si ce rôle s'exerce de façon plus subtile qu'auparavant.

La tâche que nous nous devons de réussir comme administrateurs publics est ardue et complexe : briser les cloisons entre les systèmes, travailler en partenariat avec les acteurs de la société civile, en premier lieu le secteur privé, mais aussi d'autres acteurs comme les scientifiques qui sont devenus les clefs de l'économie du savoir.

Car, comme administrateurs publics –le terme le sous-tend—nous sommes au service de l'ensemble de la société québécoise. Les technologies modernes ont sensiblement modifié nos façons de faire, mais n'ont pas changé profondément le rôle des gouvernements ; elles n'ont pas changé non plus le besoin d'échanger en personne, c'est à dire par notre présence en temps et en heures réels avec les autres habitants du village global.

Le MRI

Cette mission est encore assumée à travers le monde en partie par les représentations gouvernementales. Ainsi la DGQNY et les autres représentations du Québec en territoire américain témoignent à tous les jours de la vitalité et du dynamisme du Québec aux États-Unis ; elles en témoignent dans toutes nos réalités. Bien que sur le territoire américain, le volet économique et financier soit incontournable, il n'en demeure pas moins que sans les autres volets notre représentation serait désincarnée.

Cette approche horizontale et intégrée de représentation de notre réalité – approche que je qualifierais de démarche politique au sens large – est précisément ce qui incombe, de par son mandat, au MRI. Tout comme aujourd'hui, à l'occasion de cette conférence, où se trouvent des représentants de nombreux ministères et organismes du gouvernement, nous témoignons ensemble de l'importance, dans notre quotidien, de la présence québécoise aux États-Unis et des intérêts que nous avons pour ce pays.

Nous avons la chance au Québec d'avoir une instance de coordination mature, à l'image de notre société et de notre économie: le MRI. Plusieurs gouvernements envient notre structure organisationnelle. Sachons en tirer l'optimum.

Conclusion

Comment l'administration publique peut-elle être un facteur de succès du Québec aux États-Unis ? En optant résolument pour la formule "réseau" avec le MRI.

Permettez-moi ici, en terminant, une paraphrase facile d'un président américain célèbre: Ne vous demandez pas ce que le MRI peut faire pour vous, mais ce que vous pouvez faire pour le MRI et encore mieux avec le MRI.

Maintenant, quittons le virtuel, de retour à la réalité, le nom de votre interlocuteur au MRI, si vous en êtes à votre premier contact :

nicolemckinnon@mri.gouv.qc.ca.

Service garanti !